



URSEN-CGT Educ'action Caen

20200507-communiqué de presse.

Patronat et gouvernement – suppléés par quelques organisations syndicales - avancent main dans la main pour **un déconfinement à marche forcée** pour le 11 mai.

Blanquer en fait désormais **une question d'honneur !**

Tout est bon pour atteindre cet objectif : Alternant mensonges, discours martial, carotte et bâton. Contrairement aux choix qui sont faits en Espagne et en Italie, il faudra réouvrir les écoles avant l'été. Au mépris de la sécurité des élèves, des personnels, faisant fi de l'expression des syndicats et élus locaux, la pression augmente. Pour le plus grand profit du CAC 40, le gouvernement Philippe veut renvoyer les parents au travail et faire cesser la gabegie du chômage partiel en habillant tout cela d'un combat présumé contre l'inégalité qu'il n'a jamais mené auparavant. Ce sont des faits et **personne n'est dupe**.

Sur les aspects médicaux de la crise : dangerosité du virus, rebond ou pas rebond, ce n'est pas l'expertise du syndicat de juger de la médecine. Macron a d'ailleurs, depuis quelques jours une fâcheuse tendance à rejeter toute la responsabilité des événements à venir sur les épaules du controversé conseil scientifique.

La raison d'être du syndicat CGT demeure le Travail et l'organisation du travail. **Si l'organisation du travail permet le travail : un syndicat n'a pas vocation à s'opposer au travail**. A lui cependant, d'être vigilant à la mise en place des protocoles de santé/sécurité au travail. Mais répétons-le, nous ne cherchons pas à empêcher le déconfinement par principe.

Rappelons que ce confinement, n'a été qu'une solution moyenâgeuse destinée à camoufler le manque de moyens alloués aux services de santé publics que l'on doit aux gouvernements des dernières décennies. Il se double d'un **état d'urgence sanitaire abusif**, sans contrôle démocratique qui aura eu raison du 1^{er} mai 2020 et de bien d'autres libertés. **Nous n'avons aucun intérêt à maintenir cette situation**.

Mais ce n'est pas que cela. N'oublions pas que, **beaucoup de travailleurs n'ont jamais cessé de travailler**, y compris dans l'éducation pour les enfants de soignants et en télétravail.

Cette période de **confinement fut catastrophique pour l'Education Nationale** : tant pour ses usagers que ses agents. La continuité pédagogique est un leurre, le décrochage scolaire s'est amplifié, la souffrance au travail a été démultipliée par un télétravail non préparé, etc...

Dans ce temps exceptionnel, **le syndicat a été écarté de la vie démocratique** des établissements et l'activité professionnelle s'est poursuivie sans contrôle.

A partir du 11 mai, encore plus de salariés vont reprendre leurs activités et, le 1er juin, le chômage partiel se terminera. Cette reprise d'activité se fera de toute façon et ne doit pas se doubler **d'une crise sociale**.

Ajoutons à cela les problèmes connexes à la scolarisation : transport, restauration, garderie, etc... tout ceci fait que **nous n'accordons aucune confiance à ce gouvernement** pour assurer des conditions de sécurité très strictes.

Pour autant, nous pensons que **l'École est un élément fondamental et structurant de la société**. Si les conditions de sécurité sont assurées et, seulement si, car il ne s'agit ni de forcer ni de mettre les personnels en danger) alors il faut faire fonctionner le service public d'éducation tout comme le service public de santé a fonctionné et continue de le faire.

Le **volontariat** doit rester la base du retour des élèves, comme des agents. Il appartiendra au syndicat de surveiller les modalités d'application des protocoles définis d'un commun accord avec les salariés. Pour cela, nous ne pouvons rester à l'écart des établissements scolaires pendant plus de 5 mois !

Une colère gronde, on observe un rejet massif des politiques gouvernementales et patronales, des protestations collectives et individuelles se font entendre à l'image du 1^{er} mai : confiné mais non résigné !

Notre syndicat s'inscrit dans l'initiative nationale d'actions la plus large et la plus rassembleuse possible pour imposer la satisfaction de nos revendications immédiates : **la sécurité pour tous, la suppression du jour de carence**, ... et à plus long terme : **salaires, retraites, emplois, couverture sociale**, etc... pour **un monde d'après plus juste** !

La période le démontre, les syndicats et toutes les structures de la **CGT** sont **l'atout social essentiel** des travailleurs dans leurs combats revendicatifs et émancipateurs. Il ne doit pas y avoir de distanciation sociale, juste une distanciation physique. Après le COVID-19, la deuxième vague ne doit pas être celle de la macronie qui emportera toute la société des solidarités sur son passage.

Nous refusons toute pression de la hiérarchie sur une reprise d'activité de quelque catégorie que ce soit (enseignants, AESH, administratifs, labos...) sans garantie sanitaire stricte. La CGT soutiendra toute personne exerçant son droit de retrait et a, par ailleurs, déposé des préavis de grève protégeant tous les refus de se rendre sur le lieu de travail.

PAS DE SECURITE, PAS DE TRAVAIL !